

Se serrer la ceinture



LE SANS FILTRE DE MÉMONA HINTERMANN
Reporter, ancienne membre du CSA

Ce n'est sûrement pas le sujet le plus "sexy" du moment mais certainement une urgence vitale pour le pays : stopper l'hémorragie de nos finances publiques. Ce sujet nous concerne tous, tant ses implications sont vastes par un effet de capillarité sur notre vie quotidienne, celle des entreprises et les décisions à prendre pour l'avenir. Mardi, l'Insee annoncera la douloureuse confirmation de murmures échappés ici et là. Parfois plus que des murmures – telle que l'annonce par Bruno Le Maire. Dix milliards

d'économies, a décidé le ministre de l'Économie. Une paille vu le trou béant auquel le pays est confronté. Mardi, on saura donc que le déficit de la France dépassera très largement les 5 % 5,5 %, entend-on prédir du côté du Trésor. On est loin, très loin de l'injonction des 3 % du PIB imposée par Bruxelles. La situation est si alarmante que toute cette semaine, des sirènes ont été tirées au plus haut niveau de l'État, comme mercredi soir lors d'un dîner à l'Élysée qui a duré jusqu'aux

alentours de minuit. Emmanuel Macron a réuni les poids lourds de son gouvernement et les premiers couteaux de sa majorité autour d'un plateau de fruits de mer, avec une consigne répétée du début à la fin des agapes : vous êtes chargés de trouver des pistes pour tailler dans les dépenses mais aussi pour inventer des sources d'approvisionnements au budget de la nation. Aucune décision n'a été prise mais ce qui est sûr, c'est que le temps des millions distribués à droite, à gauche devrait être fini. Sauf, évidemment si une nouvelle crise sociale éclatait – par exemple comme celle des agriculteurs. Et bien sûr, pas question de diminuer l'aide à l'Ukraine qui, elle seule, ponctionnera au moins 4 milliards dans les caisses. La faute à qui, le manque de res-

sources ? L'économie, qui a connu un vrai hoquet, n'a pas aidé. Moins de gros sous parce que, cette année, la croissance n'atteindra pas les 1,4 % espérés mais un petit 1 % seulement. Qui va donc écopier ? Une idée a été lancée – un ballon d'essai ? Les collectivités territoriales « devront prendre leurs responsabilités », a martelé le chef de l'État. Voilà qui n'ira pas de soi. Pauvres communes, départements, régions qui sont déjà confrontés à des restrictions tenaces. C'est loin d'être une question uniquement technique. Les conséquences économiques, sociales, politiques – sans parler des aspects culturels – s'en ressentiront. C'est-à-dire, en dehors même des décisions cruciales, il y aura réduction de l'accès à des prestations, des aides, il y aura

moins de ces petits plus qui soulagent des difficultés. Le budget global de notre pays consacre 50 % des recettes à la dépense sociale, c'est dire. Moins d'argent dans les caisses nationales ou locales ne devrait certainement pas être matière à rendre indifférent parce qu'on s'estime en bas de l'échelle et qu'on ne paye pas l'impôt sur le revenu, par exemple.

La chose publique, l'affaire de tous

Sur ce sujet épidémique de nos contributions, le gouvernement ne veut pas susciter la colère avant les élections européennes début juin, mais après ? On entend même suggérer que chaque famille, chaque adulte vivant sur le sol de la République – qu'on soit Français ou pas – devraient

participer au budget national, pas seulement en le consommant. 55 % d'entre nous ne payent pas un euro en impôt sur le revenu : n'y aurait-il pas quelques millions qui pourraient verser une somme même symbolique ? Pas des milliards à attendre mais une somme destinée à faire prendre conscience que la chose publique est l'affaire de tous. Que l'endettement de la France nous regarde qui que nous soyons. Alors, en effet, sous cet angle, l'état des finances publiques n'est pas un sujet très "sexy", se serrer la ceinture fait rarement du bien au moral. Déjà, les Français ne sont pas vraiment en tête du classement mondial des gens heureux dans le rapport parrainé par l'ONU et rendu public cette semaine. Vivement l'été !

Coco bon œil



LES MOTS DROITS DE REGIS CAYROL
Magistrat honoraire

Ce serait Napoléon qui l'a dit : « Un bon croquis vaut mieux qu'un long discours. » C'est ainsi, par de puissants et acérés dessins de presse, que Corinne Rey, dite Coco, illustre et explique l'actualité du monde bien mieux que ces cohortes de politiciens qui dévoient la réalité objective pour ramener l'indignation dans leur camp à de fins électorales. Récemment, illustrant la famine qui dévaste Gaza, elle a publié un dessin montrant un jeune homme éflaqué, aux côtes saillantes, courir, pour se nourrir, derrière des rats tandis qu'une femme le rappelle aux rigueurs de la reli-

gion en ce ramadan qui interdit de manger avant le coucher du soleil. En un trait, elle dit tout de l'horreur et de l'obscurantisme qui y conduit. Ce dessin, tout d'intelligence, résumant sans concession ni parti pris la réalité de la situation dramatique régnant en Palestine, n'a pas eu l'heur de plaire à de nombreux internautes à l'intelligence frappée de cécité qui l'ont accablée, forts de leur ignorance sur ce qu'étaient à la fois l'esprit *Charlie* et la personne même de Coco qui a toujours luté contre l'injustice et les religions vecteurs universels d'aveuglement, d'injures et de

menaces. Ce dessin n'est pas unique dans l'illustration de l'horreur qu'a pu faire Coco, un précédent, intitulé *Les tunnels de Gaza* et consacré aux viols commis le 7 octobre 2023, bien plus violent en fait, n'a pas fait réagir, en tout cas pas les mêmes, mais il est vrai qu'il évoquait les viols subis par les femmes juives participant à la ave party où les assaillants ont laissé derrière eux 1 160 morts.

Hommage à l'intelligence

Regretter que les frères Kouachi l'aient oubliée dans leur massacre du 7 janvier 2015 qui a anéanti la direction de *Charlie Hebdo*, alors qu'elle s'est retrouvée la kalachnikov des assassins vrillée sur la tempe, pour la contraindre à faire le code d'ouverture de la porte de la rédaction avant de la laisser là avec une blessure mentale qui ne cicatrera jamais, est de pure abjec-

tion. Coco partage ce syndrome, dont souffrait Primo Levi qui rongé l'âme des survivants, certaines fois jusqu'à la mort. Démonstration si besoin était de cette abjection : des élus de la République s'associent à ce lynchage médiatique de la dessinatrice, avec des mots soigneusement choisis pour lui faire mal au plus profond comme ceux de Sophia Chikrou, faisant référence au livre d'Antoine Leiris qui a perdu sa femme au Bataclan. Ces mots proférés sans nuance s'assimilent à des menaces de mort qui, compte tenu de ce que la victime a traversé, ne peuvent rester virtuelles, et lui clouent une cible dans le dos. Comme l'a confirmé l'émission *Clément d'Enquête*, cette élue de la République, loin d'être une prêtresse vêtue de lin blanc et de probité candide, affiche un indéfectible soutien à Jean-Luc Mélançon et à sa dérive stalino-

monarchiste, de plus en plus entachée d'antisémitisme. La réaction de soutien de Fabien Roussel à Coco, ex-frère d'arme au sein de la Nupes, qu'elle avait comparé à Jacques Doriot, ne pourra qu'alimenter sa rage. Sophia Chikrou a vu certains de ses confrères en politique partager ses fleuveuses objurgations qui, de toute façon, ne conduiraient jamais Coco au renoncement de sa liberté d'expression. Il s'agit de Sarah Legrain et Carlos Martens Bilongo qui, comme elle, se sont montrés incapables de comprendre ce dessin et manifesté, chaque jour un peu plus, une aversion profonde pour la liberté d'expression, ce mal qui se répand dans notre société et dont ils sont d'indéfectibles soutiens. Carlos Martens Bilongo, probablement en recherche d'une visibilité nouvelle à la suite de ses démêlés avec la justice et

à l'attention attentive que lui a porté Tracfin, et Sarah Legrain, agrégée de lettres modernes dont on serait en droit d'attendre un peu plus de mesure et de discernement, commentent ici un acte militant aveugle mais aussi une faute contre l'intelligence. Le soutien indéfectible à Coco bon œil est un indispensable hommage à l'intelligence et à la clairvoyante liberté qui nous sont indispensables pour ne pas sombrer dans les abysses d'intolérable noirceur au fond desquels nombreux sont ceux qui voudraient nous perdre. Ces défenseurs d'un vide mortifère, à la culture dépourvue d'universalisme, impénétrables au débat et à l'échange, prêts à aduler n'importe quelle infatigable pour ramasser des voix, qu'importe le niveau dans lequel ils les pêchent, ne sont qu'un vil troupeau de fadas décerclés.

La tribune

« Des assises pour le droit de la mer et les solidarités maritimes »

L'Occitanie est une terre de tolérance, parce que terre de passage et d'accueil, terre libre ouverte sur la Méditerranée, fortifiée par ses influences, enseignée par les peuples qui ont pris pied dans ses ports antiques. L'Occitanie ne peut donc supporter que cette mer civilisatrice soit aujourd'hui, aux frontières de l'Europe, devenue la route migratoire la plus mortelle au monde, théâtre d'une insupportable barbarie. Cette barbarie, le Parlement de la mer d'Occitanie-Méditerranée l'a dénoncée dans une déclaration adoptée par son bureau le 7 juillet 2023 ; la Région la soutient en apportant, depuis 2017, un soutien moral et financier à SOS Méditerranée, association citoyenne de sauvetage en mer. Nous la dénonçons ensemble jeudi 17 octobre prochain lors des premières assises en région du droit de la mer et des solidarités maritimes.

Les chiffres des naufrages à répétition sont terrifiants. Il faut inlassablement les rappeler : plus 29 000 décès estimés en Méditerranée depuis 2014, dont près de 23 000 dans la partie centrale, entre les côtes libyennes et tyennes et celles, européennes, de Malte et de l'Italie, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Loin de s'améliorer, la situation ne fait que se dégrader. L'année 2023 a été la plus meurtrière en Méditerranée depuis 2017 avec 3 129 décès décomptés ; 2 500 sur l'axe central. Il y a un an, le 26 février, un bateau, avec sans doute 200 passagers à bord, s'abîma sur les récifs du Cutro, près de Crotona, en Calabre. 81 per-

sonnes survécurent mais l'on récupéra 94 corps, dont ceux de 35 enfants. Il y aura un an le 14 juin, un navire de pêche, l'*Adriana*, parti de Libye avec 750 passagers, sombra au large de Pylos dans le Péloponnèse. Seuls 104 d'entre eux survécurent.

Si 2023 a été terriblement meurtrière, elle a également été l'année où les ONG qui font face aux drames méditerranéens ont été le plus entravées dans leurs opérations. En 2023, année de tous les dangers, l'*Ocean Viking*, navire ambulance de l'ONG SOS Méditerranée, a été tenu éloigné pendant plus de 60 jours des zones de naufrage. Il a parcouru 26 800

« L'Occitanie ne peut supporter que cette mer civilisatrice soit aujourd'hui devenue la route migratoire la plus mortelle au monde, théâtre d'une insupportable barbarie »

kilomètres inutiles et dépensé 650 000 € de frais de carburant supplémentaires. Entre le temps passé en navigation de transit vers des ports lointains et les détentions administratives pour des raisons futiles voire arbitraires, les décisions des autorités italiennes ont, en 2023, paralysé les navires humanitaires pendant l'équivalent de plus de 600 jours d'opération. Dans le même temps, les gardes-côtes libyens, financés et formés sur fonds communautaires, ont intercepté près de 17 000 per-

sonnes, les renvoyant de force vers le pays qu'elles tentaient de fuir, vers des centres de détention où l'extrême violence est quotidienne. Ces mêmes gardes-côtes n'hésitent pas à faire usage des armes pour dissuader les ONG d'intervenir, les migrants de fuir l'enfer.

Est-ce là l'Europe que nous voulons ? L'Europe que nous voulons est une Europe fraternelle et solidaire. L'Europe que nous voulons respecte le droit au sauvetage, un droit universel et inconditionnel. Un droit qui prévaut sur toute autre considération, notamment de politique migratoire. Les premières assises en région du droit de la mer et des solidarités maritimes qui réuniront à Montpellier, autour de grands témoins, juristes et universitaires, marins et spécialistes de géopolitique, représentants d'organismes internationaux et d'ONG, auront pour ambition de mettre les drames des naufrages au centre des préoccupations. Elles le feront au moment où les institutions communautaires issues des élections se mettent en place, comme pour les rappeler à leur devoir, à cette impérieuse nécessité de mettre fin au chaos humanitaire en Méditerranée. Il en va de notre dignité d'Européens.

Didier Codorniu
Président du Parlement de la mer Occitanie-Méditerranée,
premier vice-président de la Région Occitanie.
Geneviève Tapié
Vice-présidente du Parlement de la mer
Jean-Pierre Lacan
Vice-président du Parlement de la mer



LA CRONICA OCCITANA
DE JOAN-LOIS BLENET
COMEDIAN

Clardeluna Joana Barthès

Mars que vei arribar la prima es ara dedicat a la poesia e comença per la jornada de la femna. Aquò fa una escasença bèla de remenbrar una escrivana e trobaritz del nostre Lengadòc. S'agís de Joana Barthès mai coneguda de son nom de pluma Clardeluna (1898-1972). Sa memòria demòra viva en besieres e a Maraussen lo collègi Calandreta pòrta son nom. Foguèt una figura marcanta das letras d'òc dau sègle 20em. Sa poesia nos parla uei encara amb nèrvi e audàcia. Pas res a veire amb las flors passidas dau temps vièlh. Los trebolhs de l'èime son sempre actuals e los sièus diches amb druseda, elegança e passion tindan per nautres. Foguèt la primèra femna Majorala dau Felibrige en 1941 maugrat un masclisme encara ferrotge. Originalitat bèla aviá l'art dau teatre e dau dialòg. La creacion de sa « Nèit d'Estieu » en 1937 amb lo Leon Còrdas foguèt una mena de batèsta d'Hernani d'òc entre ancians e modèrns. Pensatz, una tragèdia menada pels desirs d'una femna qu'es lo personatge mager ! Foguèt represa amb succès per la Rampe TIO amb una mesa en scena dau Glaudi Alranq, après la granda capitada d'una altra de sas pèças, la comèdia burlesca das « Lofas Frejas ». Clardeluna se dedièt tanben amb passion aus tresaus de la cultura populara, domeni largament respresat de son temps. Sempre ausaira !

Écriveuz-nous. Dans le cadre du 80^e anniversaire de la libération de nos communes, racontez-nous cet été 1944 de libération et de victoire. **Écriveuz-nous :** Midi Libre – 80 ans de la Libération – rue du Mas-de-Grille, 34438 Saint-Jean-de-Védas.

